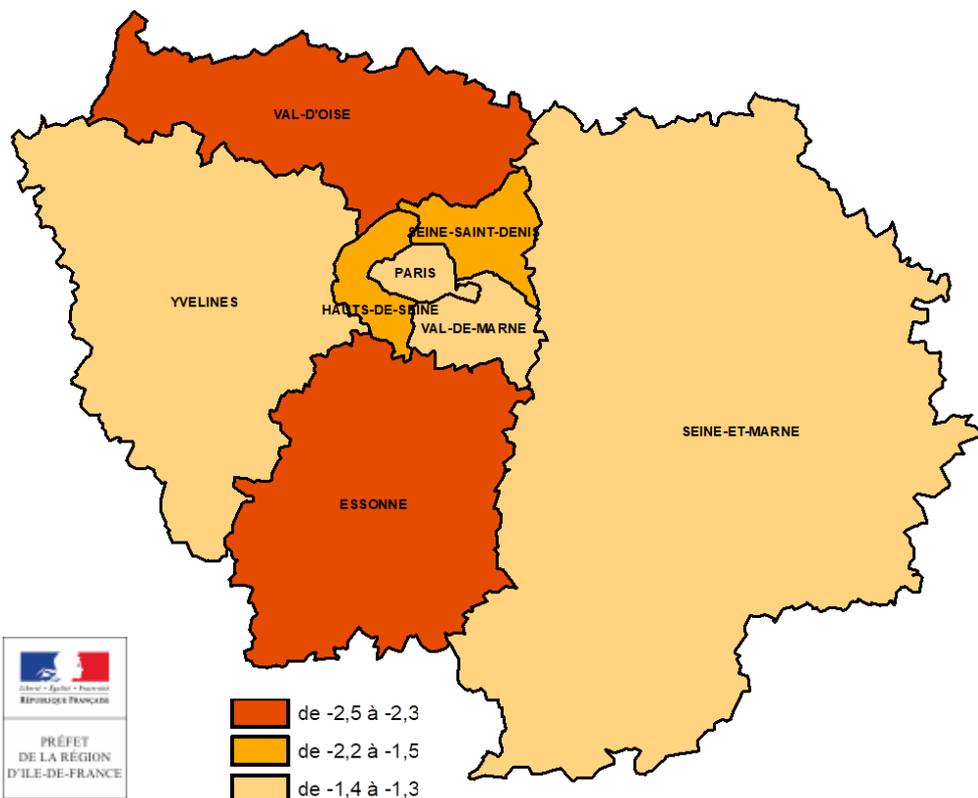


Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France4<sup>e</sup> trimestre 2019

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C  
par département entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (en %, données CVS-CJO)



- Au 4<sup>e</sup> trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens diminue nettement par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019 en catégorie A (-1,5 %) et en catégories A, B, C (-1,8 %).
- Le taux de chômage augmente de 0,1 point au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, atteignant 7,5 %.
- L'emploi salarié augmente de 0,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2019.
- L'activité partielle progresse fortement au 4<sup>e</sup> trimestre 2019.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi augmente au 4<sup>e</sup> trimestre 2019.

- Ce dossier de conjoncture, qui présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France, vous est adressé chaque trimestre. La prochaine publication sera disponible en mai et portera sur le premier trimestre 2020.
- Ce dossier complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

## Sommaire

### Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

### Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

### Emploi

Page 13 : Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi

Page 14 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15 : L'intérim

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17 : L'emploi salarié par secteur

### Tensions sur le marché du travail

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

### Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : L'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

### Demande d'emploi et chômage

Au quatrième trimestre 2019, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 973 280 (catégories A, B et C en données CVS). Parmi eux, 654 430 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

La demande d'emploi en catégorie A recule fortement entre le troisième et le quatrième trimestre 2019 (-1,5 %). Sur l'année, la baisse est moins prononcée qu'en France métropolitaine (-1,9 % contre -3,1 %). De même, la demande d'emploi prenant en compte les personnes ayant eu une activité réduite (catégories A, B, C) diminue sur le trimestre (-1,8 %) et sur l'année (-2,1 % contre -2,9 % en France métropolitaine).

La demande d'emploi en catégorie D (principalement en formation) augmente de 16,6 % en 2019 (contre +7,8 % au niveau national), en grande partie en raison du Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC).

Sur l'année, en catégories A, B, C, l'évolution de la demande d'emploi est un peu plus favorable aux hommes (-2,3 %) qu'aux femmes (-2,0 %). Le recul du nombre de demandeurs d'emploi concerne à la fois les moins de 25 ans (-2,5 % sur l'année, contre -4,4 % en France métropolitaine), les 25-49 ans (-2,9 %) et les 50 ans et plus (-0,2 %). La demande d'emploi de longue durée diminue de 2,4 %.

Au troisième trimestre 2019, 7,5 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,3 % en France métropolitaine), soit un niveau légèrement plus élevé qu'au deuxième trimestre 2019.

### Emploi

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminue au quatrième trimestre (-3,1 %) et se stabilise sur l'année.

Au troisième trimestre, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente de +5,9 % par rapport au troisième trimestre 2018 (+8,3 % pour les contrats durables).

Le nombre d'intérimaires recule de 2,3 % entre le deuxième et le troisième trimestre 2019 (-5,6 % dans l'industrie).

L'emploi salarié francilien progresse au troisième trimestre 2019 (+0,4 %). Sur un an, la construction et l'industrie agro-alimentaire sont les secteurs les plus dynamiques.

### Tensions sur le marché du travail

En moyenne au quatrième trimestre 2019, le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 45 nouvelles offres d'emploi enregistrées pour 100 nouvelles demandes, en très légère baisse par rapport au quatrième trimestre 2018. Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois a, quant à lui, progressé sur un an.

### Mutations économiques

Au quatrième trimestre 2019, 171 autorisations d'activité partielle ont été accordées pour motif économique, pour un volume d'heures de travail chômées en forte hausse.

Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi et le nombre d'emplois menacés augmentent sur le quatrième trimestre 2019.

## Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

4 <sup>e</sup> trimestre 2019	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	654 430	3 308 830	-1,5	-1,7	-1,9	-3,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	973 280	5 442 870	-1,8	-1,6	-2,1	-2,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

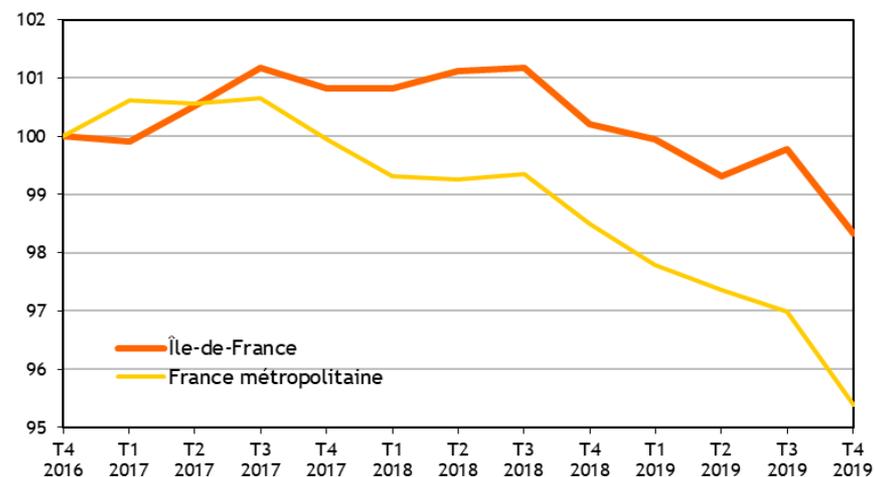
Sur le quatrième trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi en Île-de-France et en France métropolitaine enregistre une baisse inédite depuis le premier trimestre 2008 en catégorie A et depuis le quatrième trimestre 2007 en catégories A, B, C.

En catégorie A, la demande d'emploi francilienne recule fortement au quatrième trimestre (-1,5 %), après avoir baissé en début d'année, puis augmenté au troisième trimestre. Sur l'année, elle diminue de 1,9 %, contre -3,1 % en France métropolitaine.

En catégories A, B, C, la demande d'emploi continue de diminuer mais à un rythme nettement plus soutenu (-1,8 % au quatrième trimestre). Le recul atteint 2,8 % depuis le troisième trimestre 2018, contre -3,5 % au niveau national.

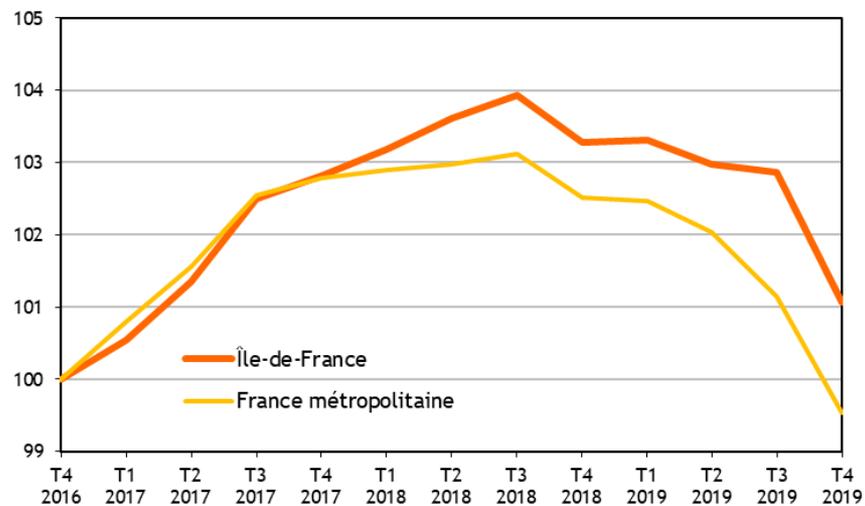
Le nombre de demandeurs ayant une activité réduite (catégories B et C) diminue fortement (-2,3 % sur le trimestre et -2,7 % sur l'année). Affectée par le Plan régional d'investissement dans les compétences (PIC), la demande d'emploi en catégorie D (principalement en formation) augmente de 16,6 % en 2019 (contre +7,8 % au niveau national).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi par département au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Données CVS-CJO 4 <sup>e</sup> trimestre 2019	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	127 010	-1,1	-2,5	197 930	-1,4	-2,3
Seine-et-Marne	66 380	-1,1	-0,9	101 130	-1,4	-1,3
Yvelines	64 100	-0,9	-1,3	95 300	-1,4	-1,7
Essonne	57 810	-2,2	-0,7	88 720	-2,3	-1,1
Hauts-de-Seine	79 590	-1,6	-1,5	115 380	-1,9	-1,8
Seine-St-Denis	117 330	-2,1	-2,5	168 090	-2,0	-2,6
Val-de-Marne	72 700	-0,9	-1,7	105 950	-1,3	-2,0
Val-d'Oise	69 500	-1,8	-3,0	100 780	-2,5	-3,8
<b>Île-de-France</b>	<b>654 430</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,9</b>	<b>973 280</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,1</b>
France métro.	3 308 830	-1,7	-3,1	5 442 870	-1,6	-2,9

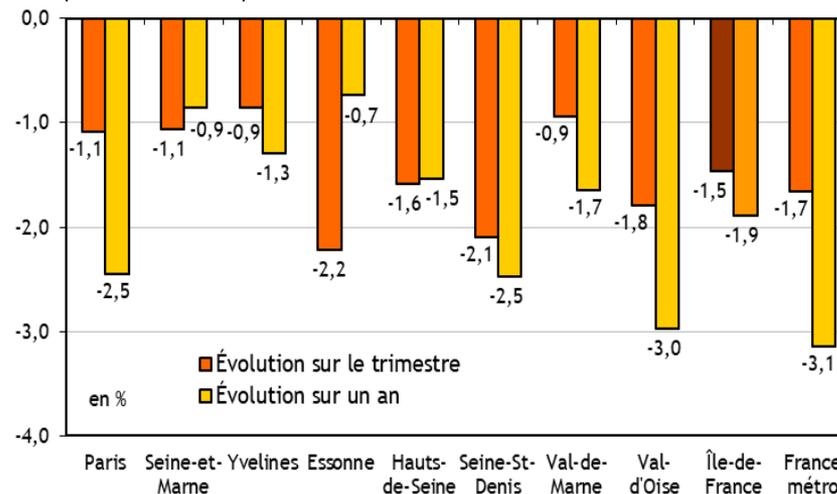
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

La demande d'emploi francilienne diminue dans l'ensemble des départements en catégorie A et en catégories A, B, C, sur le trimestre, comme sur l'année.

Sur le quatrième trimestre, la demande d'emploi en catégorie A varie de -2,2 % en Essonne à -0,9 % dans les Yvelines et le Val-de-Marne. En catégories A, B, C, l'évolution va de -2,5 % dans le Val-d'Oise à -1,3 % dans le Val-de-Marne.

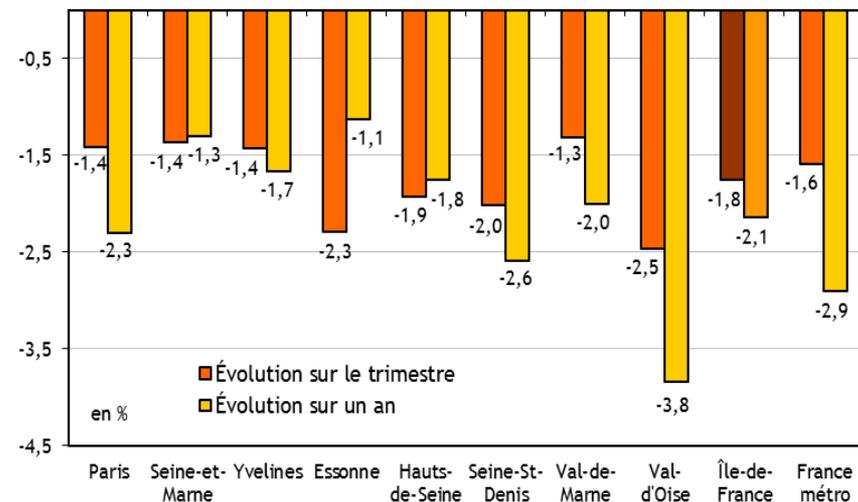
Sur l'ensemble de l'année, le Val-d'Oise se distingue par la plus forte baisse en catégorie A (-3,0 %) et en catégories A, B, C (-3,8 %). Viennent ensuite, la Seine-Saint-Denis (-2,5 % en catégorie A et -2,6 % en catégorie A, B, C) et Paris (-2,5 % en catégorie A et -2,3 % en catégorie A, B, C). À l'inverse, l'Essonne affiche la diminution la plus contenue (-0,7 % en catégorie A et -1,1 % en catégories A, B, C).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

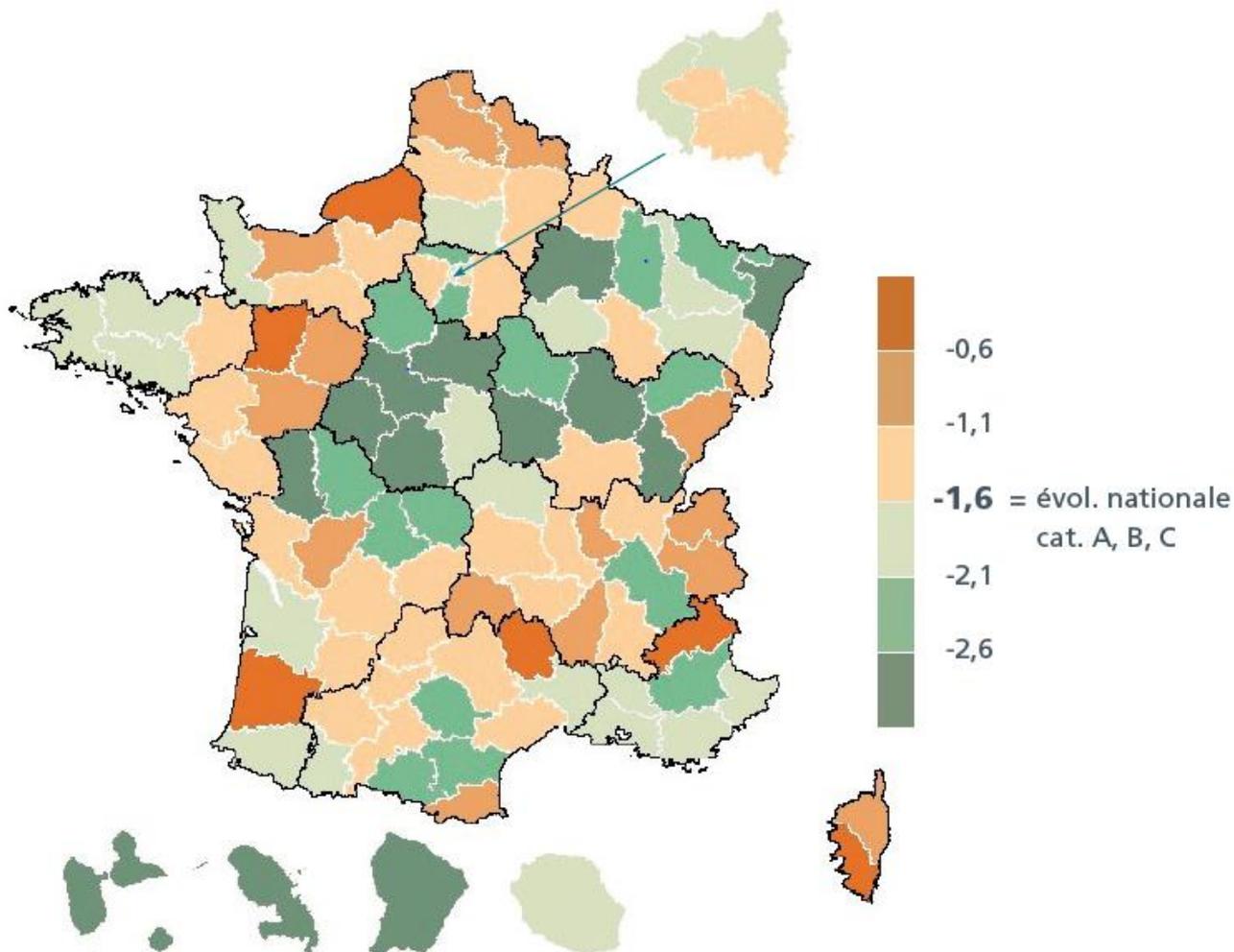
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2019  
(en %, données CVS-CJO)



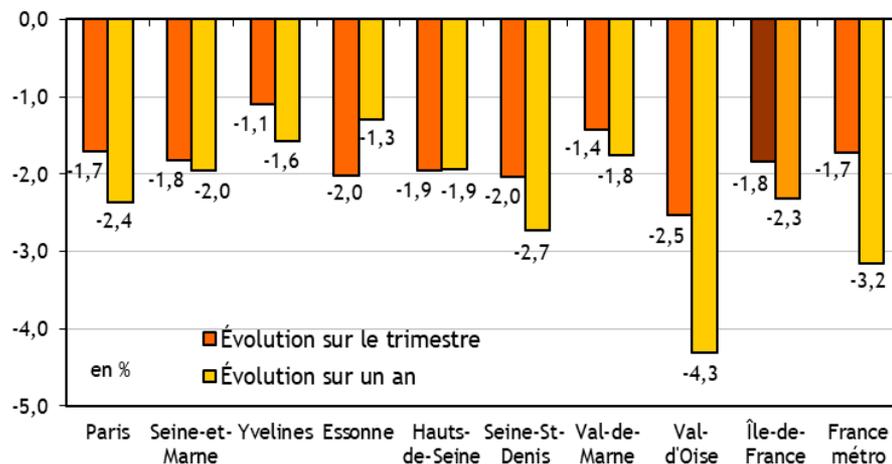
## Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (catégorie ABC)

Sur le quatrième trimestre 2019, l'évolution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est très proche pour les hommes (-1,8 %) et pour les femmes (-1,7 %).

Sur l'année, elle est un peu plus favorable aux hommes (-2,3 % contre -2,0 % pour les femmes). L'écart est plus important en France métropolitaine (-3,2 % pour les hommes et -2,7 % pour les femmes). Le Val-de-Marne et les Yvelines sont les seuls départements de la région pour lesquels l'évolution de la demande d'emploi est plus favorable aux femmes en 2019.

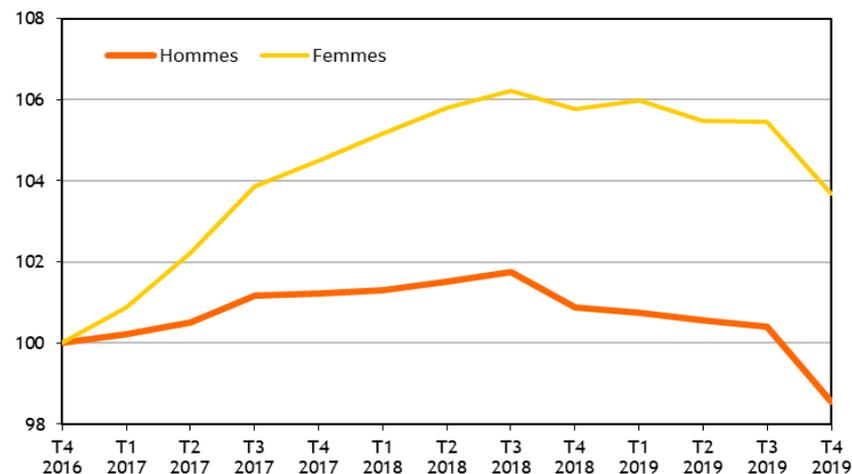
Depuis le quatrième trimestre 2016, en Île-de-France, la demande d'emploi des hommes a reculé de 1,4 %, pendant que celle des femmes gagnait 3,7 %.

Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



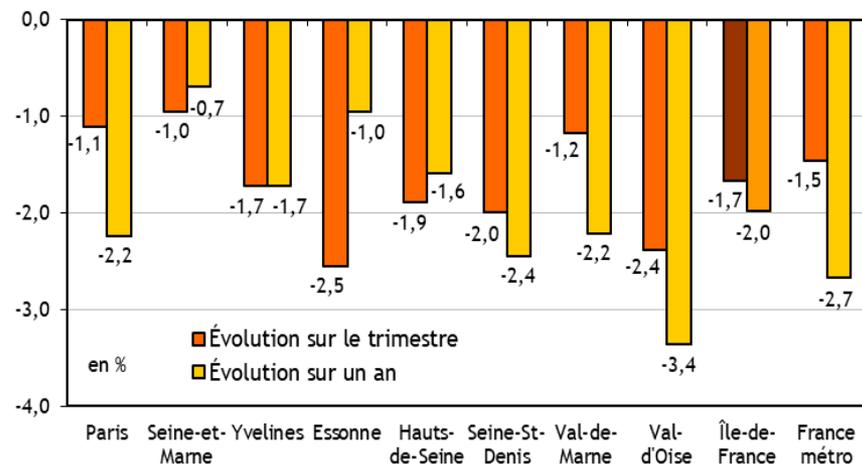
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

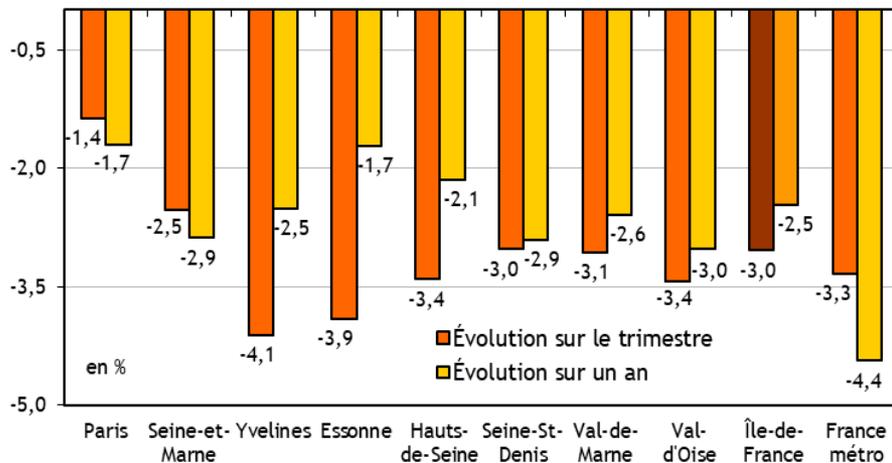
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (catégorie ABC)

En Île-de-France, comme en France métropolitaine, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi sur le trimestre et sur l'année concerne à la fois les moins de 25 ans, les 25-49 ans et les 50 ans et plus.

La demande d'emploi des jeunes diminue nettement au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent (-3,0 %). Sur l'année, le recul est moins important qu'au niveau national (-2,5 % contre -4,4 %). Le Val-d'Oise, la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne sont les départements franciliens qui bénéficient de la plus forte baisse.

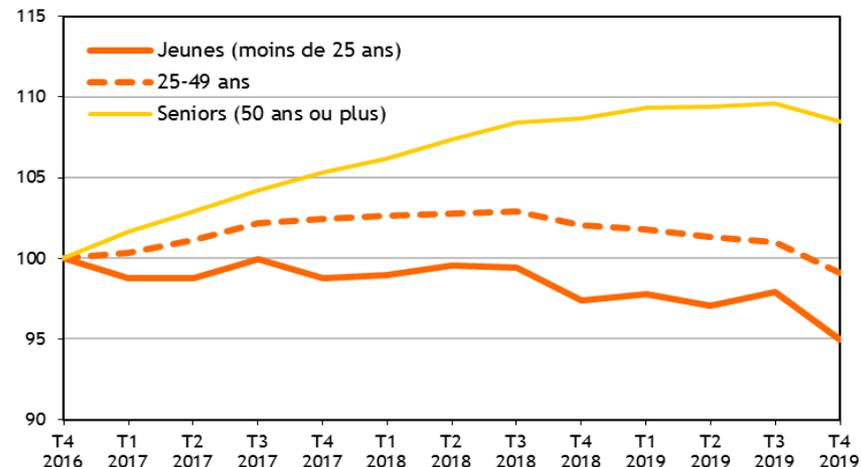
En croissance continue depuis le deuxième trimestre 2008, la demande d'emploi des seniors diminue sur le trimestre (-1,0 %, contre -0,4 % en France métropolitaine) et sur l'année (-0,2 %). Le Val-d'Oise enregistre le recul le plus marqué (-1,6 % sur le trimestre et -2,3 % sur l'année).

Évolution du nombre de jeunes inscrits par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



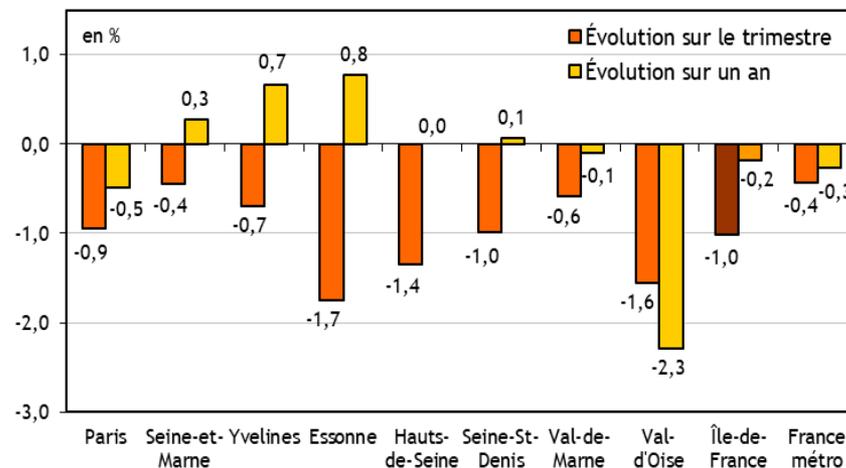
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de seniors inscrits par département  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Après avoir augmenté de 13,3 % entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) a, depuis, diminué de 2,8 %, à un rythme proche de celui enregistré au niveau national. Ces demandeurs représentent 46,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi d'Île-de-France, contre 33,1 % il y a 10 ans.

Au troisième trimestre 2019, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 336 jours à Pôle emploi. C'est 25 jours de moins qu'au trimestre précédent\*.

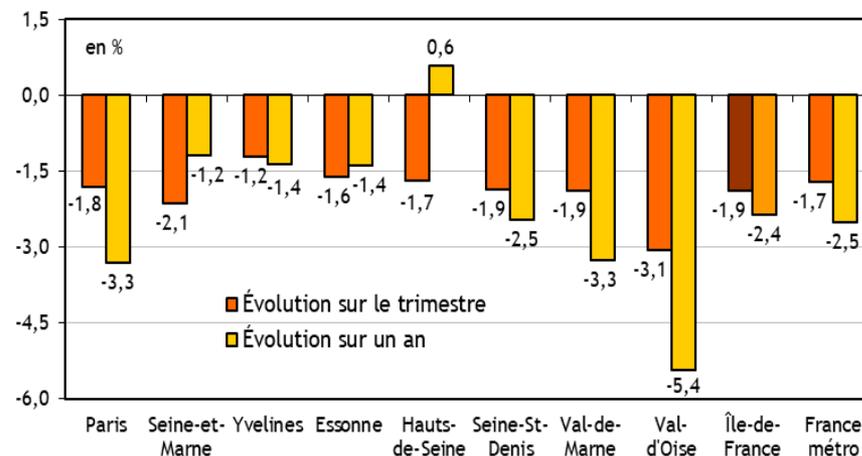
Stable sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 13,1 % au quatrième trimestre 2019. Elle varie de 10,7 % en Essonne à 16,6 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
4 <sup>e</sup> trimestre 2019	12,5	12,4	11,6	10,7	13,4	16,6	12,7	12,8	13,1	13,4
4 <sup>e</sup> trimestre 2018	12,8	11,8	11,9	10,5	13,0	16,4	12,9	13,1	13,1	13,1

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

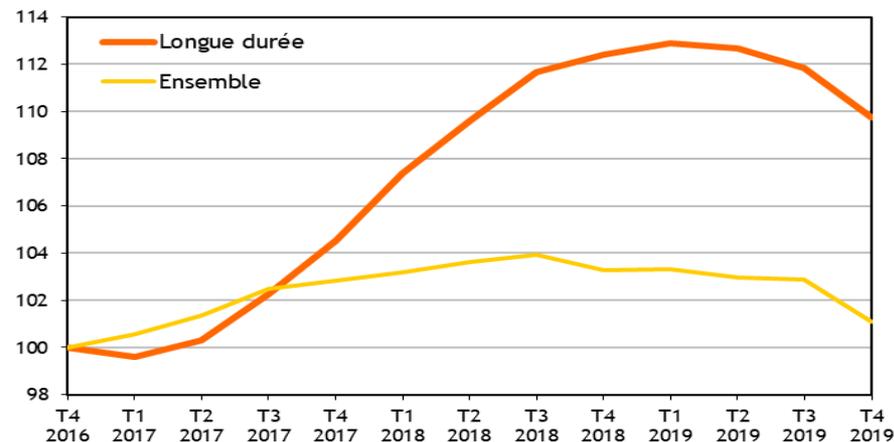
\* « Durée de chômage (3<sup>e</sup> trimestre 2019) », *Statistiques et indicateurs*, Décembre 2019, Pôle emploi <http://www.pole-emploi.org/statistiques-analyses/demandeurs-demploi/trajectoires-et-retour-a-lemploi/duree-de-chomage-3e-trimestre-2019.html?type=article>

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

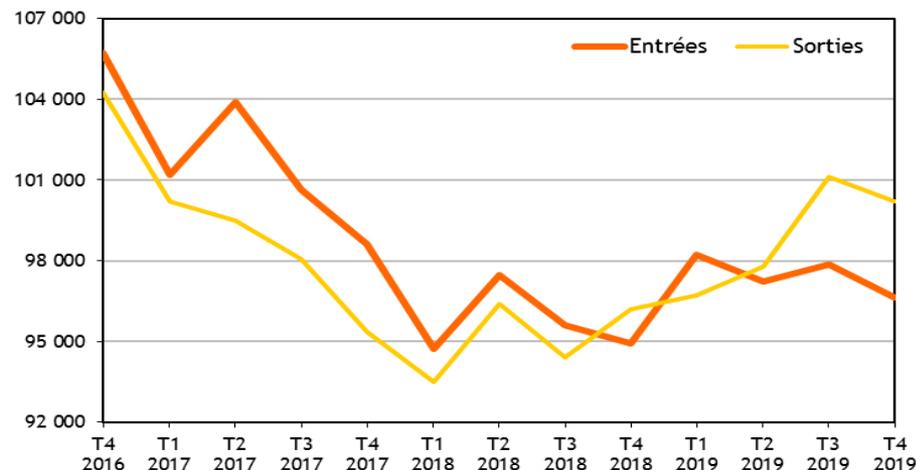
Le nombre d'inscriptions à Pôle emploi repart à la baisse en Île-de-France sur le quatrième trimestre (-1,3 %). Soutenu par une forte croissance au premier trimestre, il augmente néanmoins sur l'année (+1,8 % contre +0,2 % en France métropolitaine).

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (un tiers des entrées) rend délicat l'interprétation des entrées par motif. Sur un an, cependant, la progression des inscriptions pour « retour d'inactivité » (fin de maladie, fin de formation...) (+9,7 %) et pour « démission » (+5,4 %), ainsi que le recul des inscriptions pour « licenciement économique » (-11,9 %) se détachent.

En augmentation depuis le troisième trimestre 2018, le nombre de sorties de Pôle emploi diminue sur le quatrième trimestre (-0,9 %) mais reste en progression sur l'année (+4,1 % contre +2,5 % en France métropolitaine).

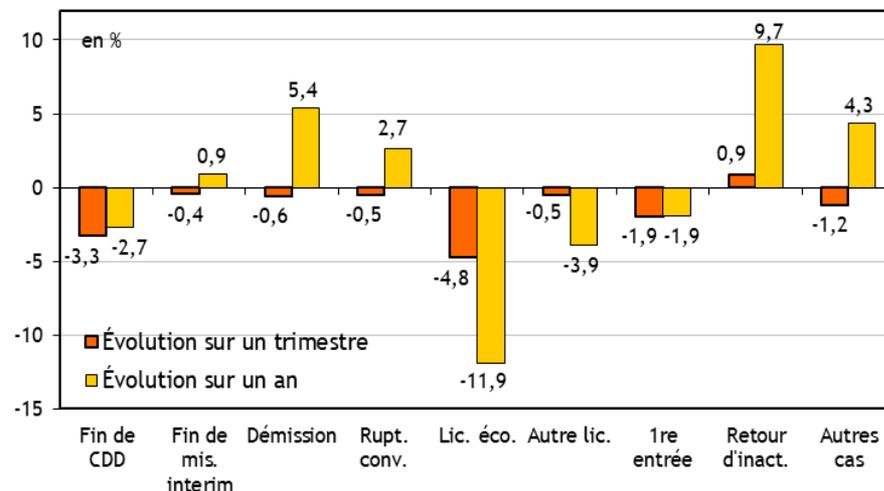
La forte présence du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (près de la moitié des sorties) limite, là encore, l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 20,7 % des motifs, augmentent de 3,7 % sur l'année. Affecté par la mise en place du PIC, le nombre de sorties pour entrées en stage ou en formation, se stabilise sur le trimestre, alors qu'il est en nette diminution au niveau national. Sa progression sur l'année est très supérieure dans la région (+17,8 % contre +2,1 % en France métropolitaine).

**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Le taux de chômage au 3<sup>e</sup> trimestre 2019

Au troisième trimestre 2019, le taux de chômage francilien s'établit à 7,5 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il est légèrement plus élevé que celui du deuxième trimestre 2019. Le taux de chômage en France métropolitaine augmente également à 8,3 % au troisième trimestre 2019.

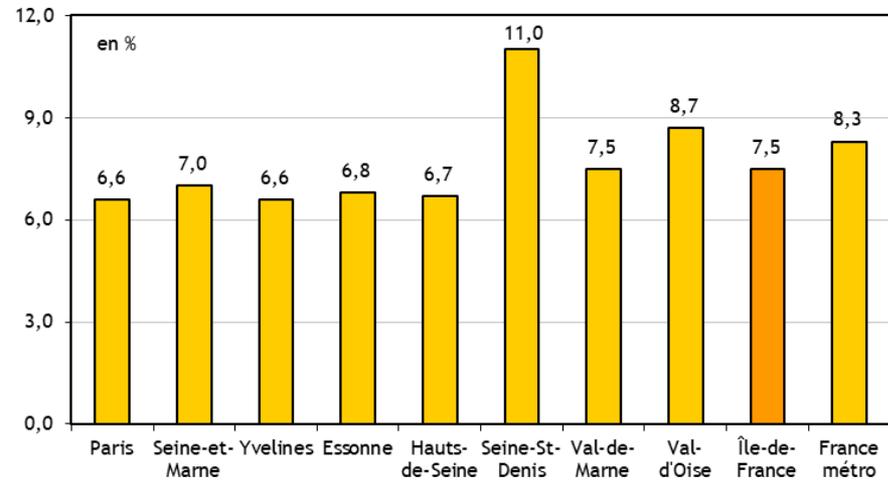
Sur un an, le taux de chômage poursuit sa décrue de 0,4 point en Île-de-France et de 0,5 point en France métropolitaine.

Après avoir atteint 9,0 % au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien suit une tendance à la baisse. Il reste cependant supérieur de 1,2 point à sa valeur du premier trimestre 2008 (6,3 %).

Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis enregistre une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, et se situe à 11,0 %. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (8,7 %). Les Yvelines (6,6 %), Paris (6,6 %) et les Hauts-de-Seine (6,7 %) connaissent les taux les plus faibles.

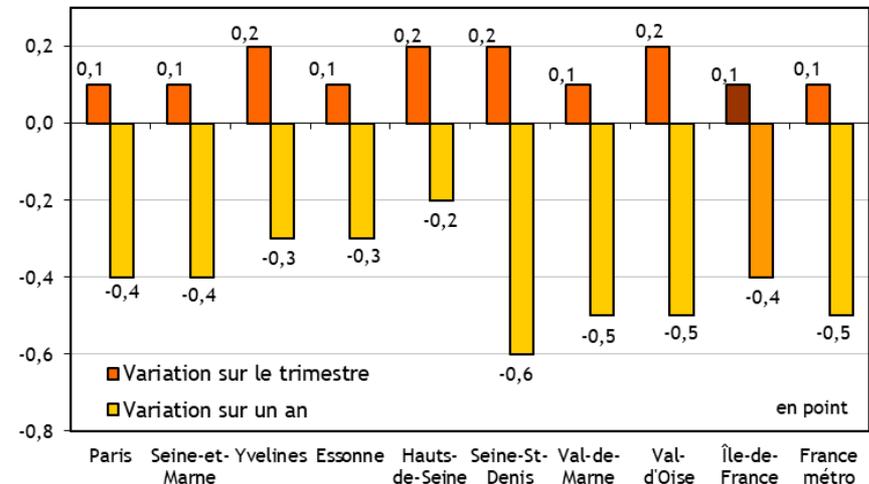
Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,6 point en Seine-Saint-Denis et de 0,5 point dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Dans les autres départements, le taux varie de -0,4 point à Paris et en Seine-et-Marne à -0,2 point dans les Hauts-de-Seine.

**Taux de chômage localisé au 3<sup>e</sup> trimestre 2019**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

**Variation du taux de chômage localisé au 3<sup>e</sup> trimestre 2019**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

## Les offres d'emploi collectées\* par Pôle emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon le métier concerné. L'évolution du nombre de ces offres est donc affectée par la concurrence entre Pôle emploi et les autres acteurs de diffusion de l'emploi, en particuliers à l'échelon départemental.

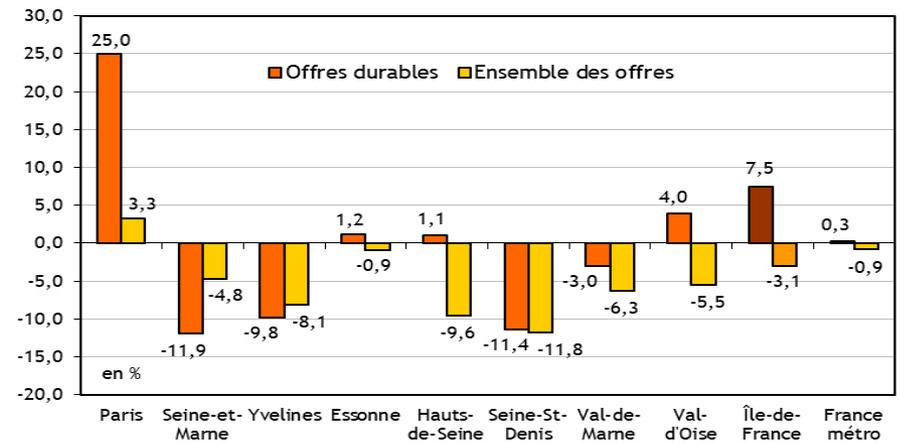
Au quatrième trimestre 2019, 45 680 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 34 110 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

En Île-de-France, le nombre d'offres d'emploi durables, qui représente les trois quarts de l'ensemble des offres collectées, progresse sur le quatrième trimestre (+7,5 %) et sur l'année (+6,5 %). À l'inverse, le nombre d'offres d'emploi temporaires et occasionnelles recule fortement, si bien que l'ensemble des offres diminue sur le trimestre (-3,1 %) et se stabilise sur l'année.

Au sein de la région, Paris se distingue par une très forte progression du nombre d'offres durables. Dans les autres départements, les offres d'emploi collectées varient, sur l'année, de -28,6 % dans les Hauts-de-Seine à +7,5 % en Essonne, seul département à enregistrer une hausse des offres avec les Yvelines (+5,2 %).

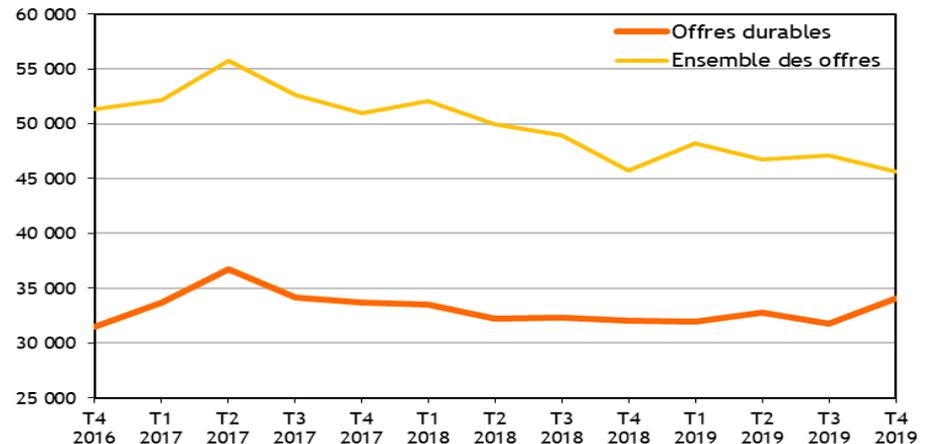
\* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Évolution du nombre d'offres d'emploi collectés à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 3<sup>e</sup> trimestre 2019

Plus de 2,1 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au 3<sup>e</sup> trimestre 2019 en Île-de-France, dont 519 500 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au 3<sup>e</sup> trimestre 2019 (par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2018) a progressé tous contrats confondus en Île-de-France (+5,9 %) mais l'augmentation est plus forte pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +8,3 %).

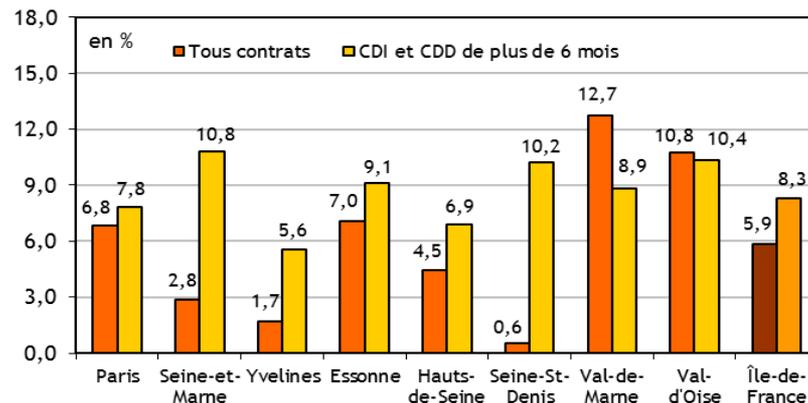
Tous contrats confondus, le Val-de-Marne a connu une hausse annuelle importante (+ 12,7 %), alors que la Seine Saint-Denis et les Yvelines ont connu la croissance la plus faible (respectivement +0,6 % et +1,7 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise progressent le plus fortement (respectivement +10,8 % et +10,4 %).

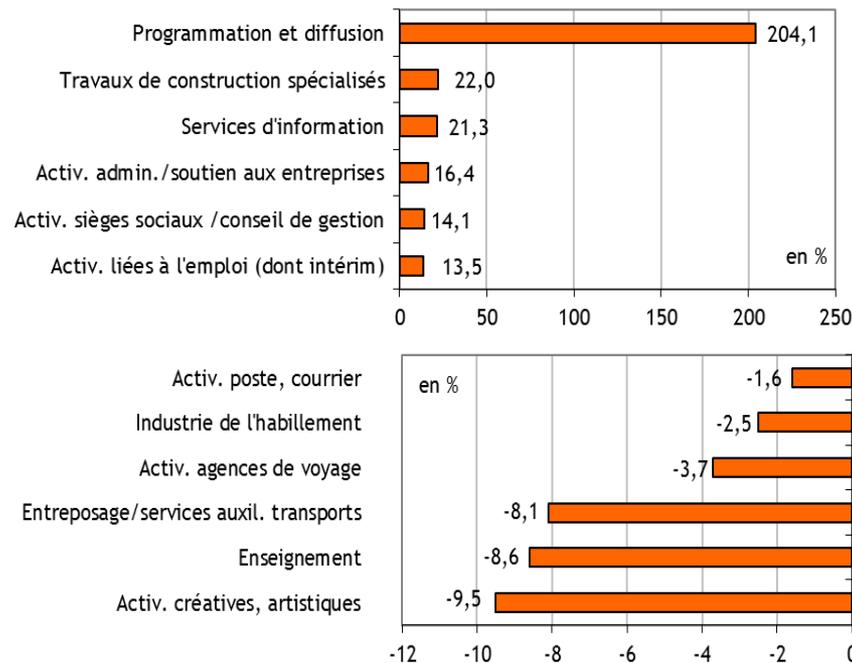
Le secteur de la Programmation et diffusion et des Travaux de construction spécialisés ont connu une forte augmentation des contrats durables (respectivement +204,1 % et +22,0 %).

Les secteurs des activités créatives, artistiques, l'Enseignement et l'Entreposage ont connu la baisse la plus importante (baisse supérieure à 8,0 %).

Évolution annuelle des DPAE par département (T3 2019 / T3 2018)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs (six plus fortes hausses/baisses) (T3 2019 / T3 2018, Île-de-France)



## L'intérim au 3<sup>e</sup> trimestre 2019

Plus de 1 060 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2019 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 131 200 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

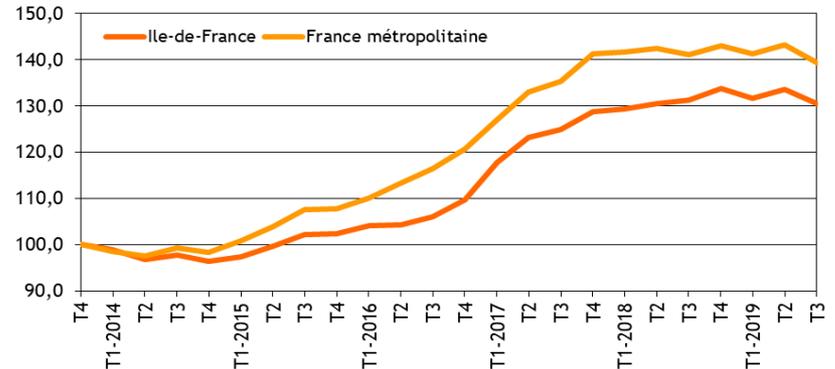
Le nombre de contrats signés enregistre une légère baisse, alors qu'elle est plus marquée pour le nombre d'intérimaires, après une année 2017 en forte progression, une année 2018 assez stable et un deuxième trimestre 2019 en légère hausse. Ainsi, le nombre d'intérimaires recule de 2,3 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, contre -2,7 % au niveau national (données CVS). En un an, la baisse est moins sensible : respectivement -0,6 % pour l'Île-de-France et -1,3 % pour la France métropolitaine.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en net recul : -5,6 % pour le nombre d'EETP par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019. En particulier, l'intérim dans la fabrication de matériels de transport (secteur composé principalement des industries automobiles et aéronautiques) diminue de 13,9 % en un trimestre, ce dernier ayant enregistré également de très fortes baisses en début d'année 2019.

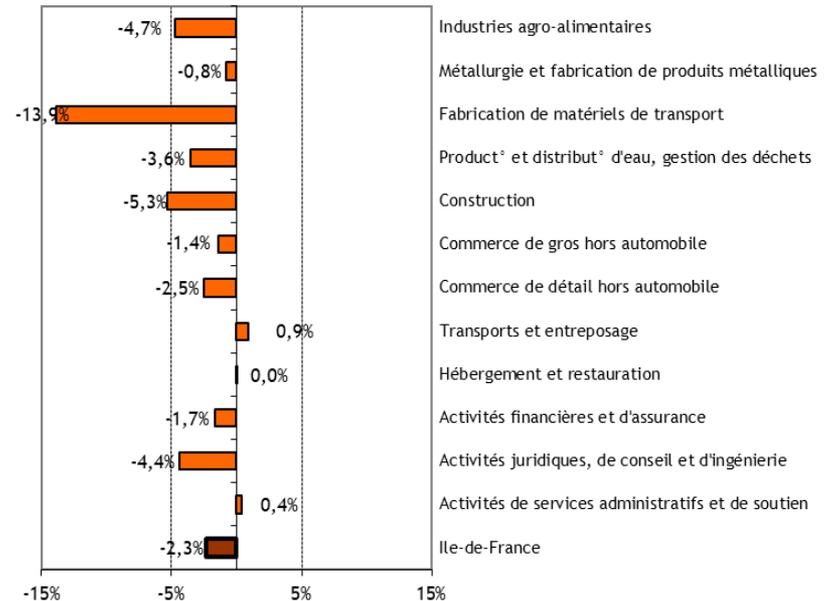
L'activité intérimaire dans la construction, secteur fortement utilisateur de l'intérim, enregistre un net repli : -5,3 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2019.

L'intérim dans le tertiaire baisse également mais à un rythme moins soutenu : -0,5 % par rapport au trimestre précédent, avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, hormis le transport / entreposage (+0,9%) et les activités de services administratifs (+0,4 %), les autres secteurs du tertiaire enregistrent des baisses, notamment les activités juridiques et le commerce de détail (resp. -4,4 % et -2,5 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2013)



Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

## L'emploi salarié au 3<sup>e</sup> trimestre 2019

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au troisième trimestre 2019, l'emploi salarié (privé et fonction publique) francilien progresse de 0,4 %, soit +23 100 emplois (données CVS). Il reste stable dans la fonction publique avec une légère hausse de 1 900 emplois par rapport au trimestre précédent, tandis que l'emploi dans le privé progresse de 0,4 %, soit +21 200 emplois.

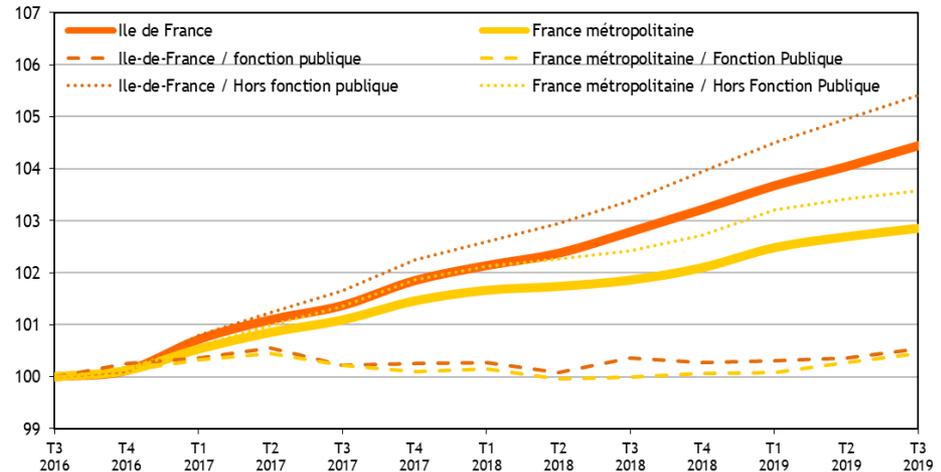
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié augmente également (+0,2 %, soit +39 400 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié francilien est en forte augmentation (+1,6 %, soit +94 900 emplois). Il reste stable dans la fonction publique et s'accroît de +2,0 % (+93 000 emplois) dans le privé. Ces évolutions attestent du dynamisme de l'emploi francilien qui représente 39 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Au troisième trimestre 2019, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié progresser le plus fortement sont la Seine-Saint-Denis, Paris et l'Essonne. A contrario, les Yvelines et la Seine-et-Marne enregistrent les évolutions les plus faibles, respectivement à -0,1 % et +0,1 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre +0,3 % dans Les Yvelines (+1 680 emplois) et +2,3 % (+14 500 emplois) en Seine-Saint-Denis et +2,4 % à Paris (+43 900 emplois).

**Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)**  
(données CVS, indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2016)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2019	Évolution T3 2019 / T2 2019		Évolution T3 2019 / T3 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 865 376	11 382	0,6	43 873	2,4
Seine-et-Marne	472 083	480	0,1	4 872	1,0
Yvelines	542 209	-569	-0,1	1 678	0,3
Essonne	456 696	1 753	0,4	3 610	0,8
Hauts-de-Seine	1 078 209	3 587	0,3	11 161	1,0
Seine-Saint-Denis	634 816	4 351	0,7	14 469	2,3
Val-de-Marne	546 269	1 114	0,2	8 092	1,5
Val-d'Oise	386 106	982	0,3	7 144	1,9
<b>Ile-de-France</b>	<b>5 981 764</b>	<b>23 080</b>	<b>0,4</b>	<b>94 899</b>	<b>1,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>24 879 950</b>	<b>39 395</b>	<b>0,2</b>	<b>240 711</b>	<b>1,0</b>

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

## L'emploi salarié par secteur au 3<sup>e</sup> trimestre 2019

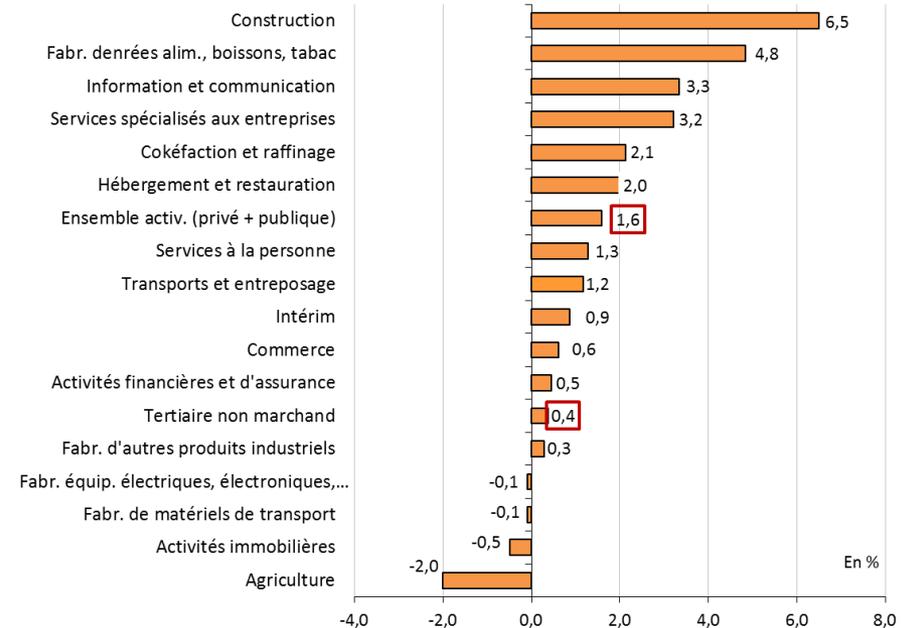
L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié est stable dans le tertiaire non marchand (+0,2 %) mais s'accroît dans la construction avec une forte augmentation (+1,5 %, soit +4 400 emplois), ainsi que dans les services marchands hors intérim (+0,5 %, soit +15 550 emplois) et l'industrie (+0,4 %, soit +1 500 emplois). Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois salariés progresse dans les services marchands hors intérim (+2,2 %, soit +61 100 emplois) et la construction (+6,5 %, soit +18 200 emplois), tandis qu'il augmente légèrement dans l'industrie (+1,0 %) et dans le tertiaire non marchand (+0,4 %).

En un an, les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sont la fabrication de matériels de transport (-0,1 %, soit -66 emplois) et les équipements électriques et électroniques (-0,1 %, soit -67 emplois). Le dynamisme de la construction (+6,5 %, soit +18 200 emplois) et de la fabrication de denrées alimentaires et de boissons (+4,8 %, soit 2 450 emplois) compense ce ralentissement.

La plupart des secteurs des services marchands ont enregistré des hausses. Les secteurs de l'hôtellerie, restauration (+2,0 %, soit +6 300 emplois), ainsi que les services spécialisés aux entreprises (+3,2 %, soit +30 900 emplois) et de l'information et communication (+3,3 %, soit +13 700 emplois) ont connu les plus fortes croissances. L'augmentation a été moins importante dans le secteur des Services à la personne (+1,3 %, soit +4 750 emplois), dans celui des Transports et entreposage (+1,2 %, soit +4 340 emplois) et dans les Activités financières et d'assurance (+0,5 %, soit +1 520 emplois).

Par contre, le secteur des activités immobilières enregistre une évolution négative (-0,5 %, soit -400 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2018 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2019 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2019	Évolution T3 2019 / T2 2019		Évolution T3 2019 / T3 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 250	-40	-0,8	-110	-2,1
Industrie	436 650	1 540	0,4	4 500	1,0
Construction	298 980	4 390	1,5	18 240	6,5
Commerce	710 890	-880	-0,1	4 340	0,6
Services marchands hors intérim	2 902 610	15 550	0,5	61 100	2,2
Tertiaire non marchand	1 494 910	2 940	0,2	5 690	0,4
Intérim	132 480	-420	-0,3	1 140	0,9
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>5 981 760</b>	<b>23 080</b>	<b>0,4</b>	<b>94 900</b>	<b>1,6</b>
<b>Secteur privé</b>	<b>4 838 950</b>	<b>21 160</b>	<b>0,4</b>	<b>92 970</b>	<b>2,0</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 142 810</b>	<b>1 920</b>	<b>0,2</b>	<b>1 930</b>	<b>0,2</b>

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles, Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

## Les tensions sur le marché du travail francilien au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,45 point en moyenne au quatrième trimestre 2019, soit 45 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,01 point par rapport au quatrième trimestre 2018. Cette évolution s'explique par une augmentation des demandes enregistrées par Pôle emploi (+2,4 % sur un an).

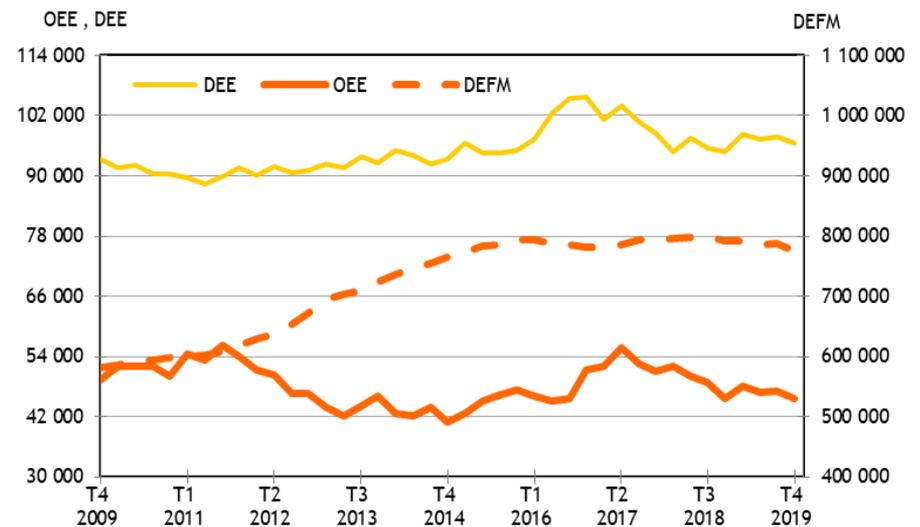
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (-2,1 % en données brutes) va dans le sens d'un relâchement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement progresse de 1,0 point sur le trimestre : 60,5 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au quatrième trimestre 2019. Ce taux est supérieur à son niveau du quatrième trimestre 2018 (59,1 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 72,0 %. Il gagne 2,0 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (86,5 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (84,4 %) mais plus faible qu'au quatrième trimestre 2018 (88,4 %).

Les tensions sur le marché du travail  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;  
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

## L'activité partielle au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Au cours du quatrième trimestre 2019, 171 décisions d'activité partielle \* ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 1 232 035 heures autorisées à être chômées en Ile-de-France. Ce volume est en hausse de 66 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, cette hausse atteint un niveau équivalent de 34 %.

Le département des Yvelines concentre 33 % des heures d'activité partielle autorisées dans la région ce trimestre. Plus de la moitié concerne une seule demande dans le secteur du commerce.

La Seine-et-Marne est le deuxième département le plus touché avec 24 % du total des heures régionales. La majorité concerne le secteur de fabrication de produits en verre.

Sur un an, les heures d'activité partielle ont baissé dans deux départements : Paris (-42 %) et la Seine-Saint-Denis (-27 %).

Au cours de l'année 2019, 611 demandes d'autorisation d'activité partielle ont été notifiées par la Direccte, pour 3 722 168 heures à comparer aux 603 demandes d'autorisation et 2 774 753 heures de 2018.

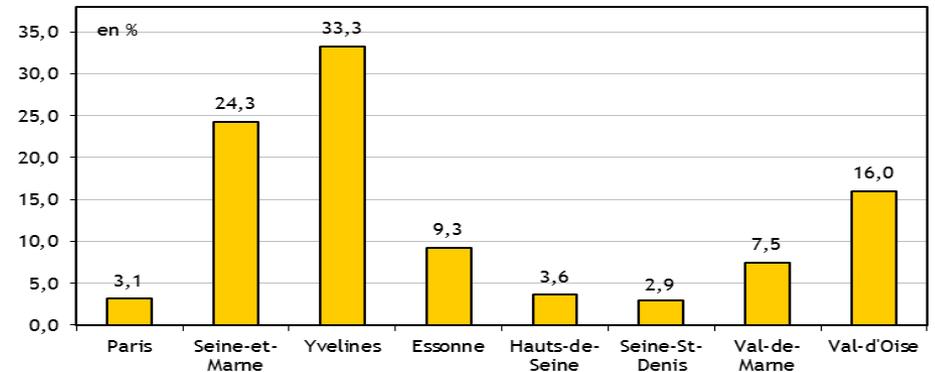
L'industrie manufacturière est la principale utilisatrice de la mesure. Elle contribue largement à cette hausse (1 945 000 heures en 2019 contre 630 300 heures en 2018).

À l'inverse, le secteur de la construction a baissé ses demandes d'autorisation d'activité partielle à 678 000 heures. Ce secteur concentre 18 % des heures en 2019 contre 43 % en 2018.

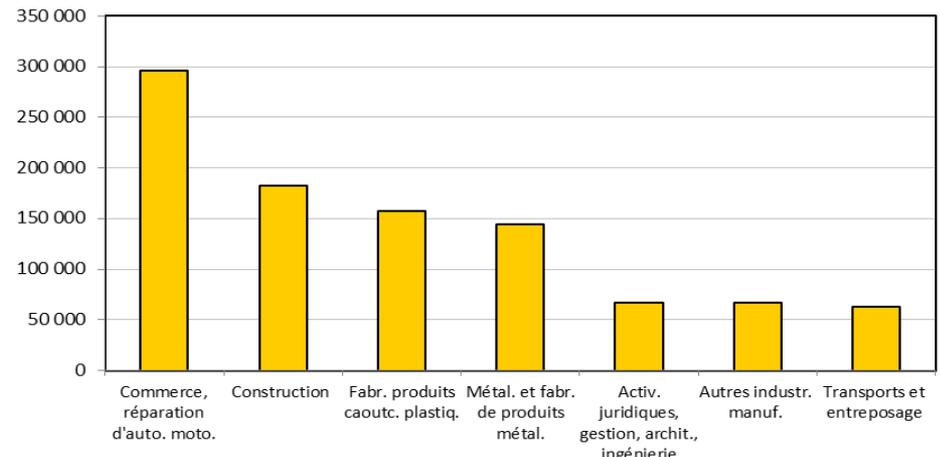
(\* ) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au T4 2019	171	22	32	20	18	9	24	10	36
Cumul 2019	611	128	79	105	72	42	77	32	76
Cumul 2018	603	116	65	93	72	49	105	27	76
Heures associées au T4 2019	1232 035	38 728	298 996	409 927	114 233	44 665	36 140	92 279	197 067
Cumul 2019	3 722 168	264 500	533 200	1 335 832	318 812	325 062	247 919	227 919	469 484
Cumul 2018	2 774 753	455 076	319 615	812 960	218 942	181 573	341 951	50 119	399 517
Évolution (%)	34,1	-41,9	66,8	64,3	49,0	79,0	-27,7	354,8	17,5

Répartition des heures autorisées par département au 4<sup>e</sup> trimestre 2019



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 4<sup>e</sup> trimestre 2019



## Les plans de sauvegarde de l'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Au quatrième trimestre 2019, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 53 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 3 017 postes menacés dans le cadre de PSE ce trimestre. Le nombre d'emplois menacés est en augmentation par rapport au trimestre précédent.

Sur l'ensemble de l'année 2019, les plans de sauvegarde de l'emploi ont continué leur baisse sur la région, aussi bien en termes d'emplois menacés que de procédures initiées.

Cette année, les départements les plus affectés par les PSE sont Paris, les Hauts-de-Seine, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis. Au contraire, le Val-d'Oise et le Val-de-Marne ont été moins touchés que la moyenne régionale.

Les secteurs qui concentrent le plus d'emplois menacés en proportion de leur emploi local sur l'année sont le commerce et les transports et entreposage.

Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 7 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC) au quatrième trimestre 2019. Avec 3 RCC initiés, le département de Paris est celui qui en a connu le plus. Dans ce cadre, 766 emplois sont touchés.

Sur l'ensemble de l'année 2019, les entreprises de la région ont initié 53 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC). Dans ce cadre 8 297 emplois ont été touchés.

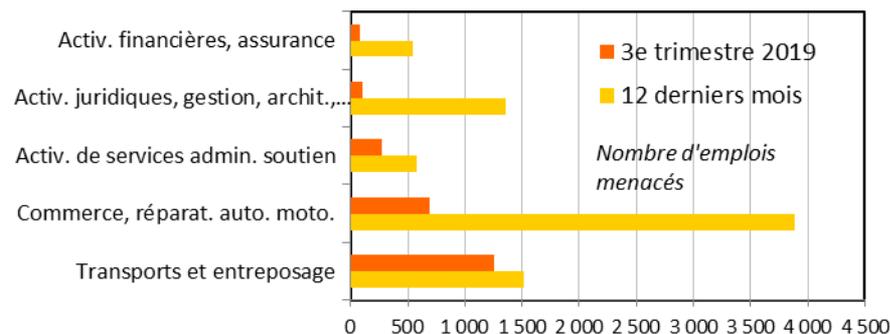
Le département le plus affecté est Paris et les Hauts-de-Seine.

Les secteurs qui concentrent le plus d'emplois menacés en proportion de l'emploi local sur l'année sont l'audiovisuel et les activités de sièges sociaux.

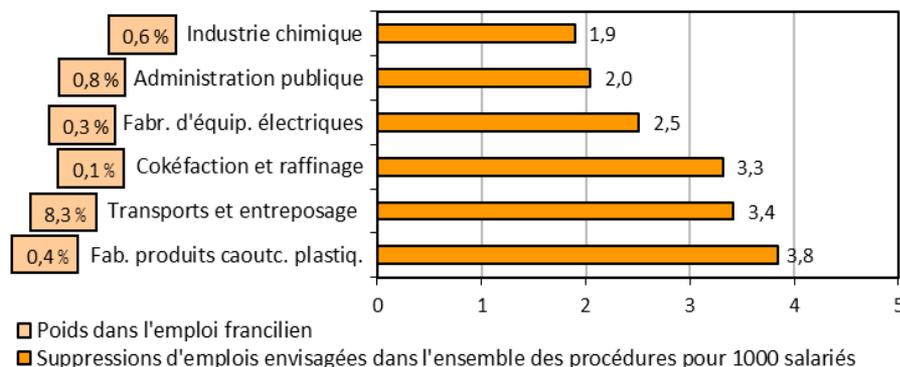
## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T4	53	16	7	3	3	14	5	3	0	2
Cumul 2019	204	54	11	18	16	58	25	11	3	8
Cumul 2018	214	57	15	7	9	78	21	10	7	10
Emplois menacés	3 017	831	276	117	761	244	716	71	1	/
Cumul 2019	11 859	2 691	877	805	2 229	2 575	1 705	787	190	/
Cumul 2018	15 658	3 338	874	501	2 763	4 666	1 792	1 158	476	/
Évol. emplois menacés (%)	-24	-19	0	61	-19	-45	-5	-32	-60	/

### Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



### Secteurs les plus affectés par des PSE proportionnellement à leur emploi local



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese

DIRECCTE  
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

**Directeur de publication** : Gaëtan RUDANT

**Etude et réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique** : Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)